



MANUFACTURES
NATIONALES - SÈVRES
MOBILIER NATIONAL

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Chantier des collections patrimoniales
Chantier des collections B9**

Numéro : 2025-MAPA-13

**Règlement de la Consultation
(R.C.)**

* * *

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS :
Jeudi 25 septembre 2025 A 12 HEURES**

Table des matières

ARTICLE 1 ^{er} – IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES.....	4
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national.....	4
Article 2 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1. Objet du marché	4
2.2 : Allotissement	5
2.3. Forme du marché.....	5
2.4. Durée du marché - Reconduction(s).....	5
2.5 : Délai(s) d'exécution :	6
2.6. Nomenclature communautaire (CPV)	6
2.7. Réalisation de prestations similaires	6
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
3.1. Procédure de passation.....	6
3.2. Variantes	7
3.4. Délai de validité des offres.....	7
3.5. Visite du site obligatoire pour tous les lots	7
3.6 Négociations.....	8
3.7. Forme juridique en cas de groupement	9
3.8. Conditions particulières d'exécution.....	9
3.9. Accès des candidats à la consultation	9
ARTICLE 4 – CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	9
4.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises	9
4.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises	10
4.3. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises	11
4.4 Renseignements complémentaires	11
ARTICLE 5 – CONTENU DES PLIS	12
5.2. Pièces relatives à l'offre.....	13
ARTICLE 6 – APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .	13
6.1. Appréciation des candidatures	13
6.2. Jugement des offres.....	14
ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHE	16
7.1. Vérification de la situation de l'attributaire	16
7.2. Mise au point.....	16

7.3. Signature électronique des documents	16
7.4. Notification de la décision	16
ARTICLE 8 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	17
ARTICLE 9 – TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES	17
ARTICLE 10 – RECOURS ET INSTANCE.....	18
10.1 Instance chargée des procédures de recours.....	18
10.2 Organe chargé des procédures de médiation.....	18
10.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	18

ARTICLE 1^{er} – IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l’établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales » ou « l’acheteur ».

N° de SIRET : 939 106 274 00011

1.2 Présentation de l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l’excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d’art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d’art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d’art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l’écosystème fragile des métiers d’art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d’histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay ; l’atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l’ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l’Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l’Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l’Oise (Beauvais)

Article 2 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES :

2.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur un chantier des collections du Musée national de céramique, principalement situé dans le bâtiment B9 du site de Sèvres. Il concerne des œuvres en majorité céramiques (porcelaines de Sèvres des 19e-21e siècles, céramique contemporaine et extra-européenne), issues des collections du Musée, de la Manufacture et de dépôts externes. Le marché inclut des opérations de transport interne sur le site.

Les prestations sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses annexes.

Lieu(x) d'exécution :

Lot 1 : Sèvres (92310).

Lot 2 : Sèvres (92310), sauf réalisation des prestations caisses dans les locaux du prestataire, puis livraison sur site par ses soins

2.2 : Allotissement

Le présent marché est alloti de la façon suivante :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Chaîne opératoire « céramiques 19 ^e -21 ^e siècles et extra-européenne »
2	Transport « céramiques 19 ^e -21 ^e siècles et extra-européenne »

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot ou pour plusieurs lots, chaque lot constitue un marché unique. Les candidats devront présenter une offre de prix distincte pour chaque lot auxquels ils soumissionnent. Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

2.3. Forme du marché

Le lot 1 est un marché ordinaire conclu à prix forfaitaire.

Le lot 2 est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, tel que réglementé par les articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande seront émis lors de la survenance d'un besoin.

Le lot 2 est conclu sans montant minimum avec un montant maximum de 100 000€ TTC.
Ce montant maximum est valable pour la durée totale du marché.

2.4. Durée du marché - Reconduction(s)

Pour le lot 1 : Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il est conclu jusqu'à l'admission par le pouvoir adjudicateur du rapport définitif.

Le calendrier prévisionnel d'exécution est stipulé dans le CCTP. Le calendrier définitif d'exécution sera arrêté et notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Pour le lot 2 :

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il est conclu jusqu'à l'admission par le pouvoir adjudicateur de l'ensemble des prestations listées dans le CCTP.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois (3) mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

2.5 : Délai(s) d'exécution :

Pour le lot 1 : Le calendrier prévisionnel d'exécution est stipulé dans le CCTP. Le calendrier définitif d'exécution sera arrêté et notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Pour le lot 2 : Le délai d'exécution de chaque bon de commande est de **quinze (15) jours ouvrés** à compter de la notification du bon de commande, sauf délai supérieur fixé par ledit bon de commande. Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification et il ne sera pas délivré d'ordre de service de démarrage du délai d'exécution des prestations.

2.6. Nomenclature communautaire (CPV)

Code CPV principal : 92521210-4 Services de conservation des objets exposés

Lot 1 : 92521000-9 Services de Musée

Lot 2 : 60000000-8 Services de transport (à l'exclusion du transport des déchets)

2.7. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 2° du code de la commande publique.

Le marché appartient à la catégorie de services spécifiques suivante : 92521210-4 Services de conservation des objets exposés

La présente consultation est une procédure ouverte. Les candidats sont invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

3.2. Variantes

3.2.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

3.2.2 Variante à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes à leur initiative.

3.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

3.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres initiales, éventuellement reportée dans les conditions mentionnées à l'article 3.3 ci-après, ou, en cas de négociation, des offres finales.

3.5. Visite du site obligatoire pour tous les lots

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats qui souhaitent soumissionner doivent obligatoirement visiter le lieu d'exécution des prestations.

Pour le lot 1 : Les candidats disposeront de 2h au maximum pour effectuer la visite.

Pour le lot 2 : Les candidats disposeront de 1h30 au maximum pour effectuer la visite.

Un certificat de visite sera obligatoirement signé en double exemplaire par le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de faire la visite et le candidat. Le certificat de visite sera impérativement à joindre dans l'offre du candidat.

L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera éliminée. La personne présente à la visite doit être soit le candidat qui se présente seul, soit au moins un des membres du groupement dans le cas où les entreprises se présentent en groupement.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

En raison de l'exiguïté de certains espaces, l'accueil simultané de candidats sera limité, avec un maximum de deux personnes par groupement.

Afin de s'inscrire à la visite, les candidats sont invités à se faire connaître au plus tard 72h ouvrées avant la date de visite auprès de :

- Lot 1 - Laure Chambert-Loir, laure.chambert-loir@sevresciteceramique.fr, 4 Grande Rue - 92310 Sèvres,
- Lot 2 : Hélène Lidin, helene.lidin@sevresciteceramique.fr, 4 Grande Rue - 92310 Sèvres.

Cette demande devra préciser le nom et l'adresse du candidat. Les consignes sanitaires seront communiquées lors de l'inscription.

Une attestation de visite leur sera remise et devra être jointe au dossier.

Quatre (4) visites sont prévues, aux dates et créneaux suivants pour le lot 1:

- Mercredi 02/07 à 14h
- Mercredi 09/07 à 10h
- Jeudi 10/07 à 9h30
- Mardi 15/07 à 14h

Quatre (4) visites sont prévues, aux dates et créneaux suivants pour le lot 2 :

Jeudi 03/07 à 10h

Mardi 08/07 à 14h

Mercredi 16/07 à 14h

Jeudi 17/07 à 10h

Durant la visite, les candidats veilleront à respecter les modalités suivantes :

- Les échanges entre le ou les représentants des candidats, et le ou les représentants de l'acheteur, seront limités à la seule prise de connaissance du site.
- Aucune question ne sera autorisée pendant la visite ;
- Les éventuelles questions que pourraient susciter la visite et les réponses qui y seront apportées par l'acheteur devront suivre la procédure prévue à l'article 3.4 du présent règlement de consultation.

Les candidats ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques que les prestations comportent.

3.6 Négociations

Les Manufactures nationales pourront recourir à la négociation avec tous les candidats. Toutefois, elles se réservent la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres.

Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres. Elles ne pourront porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques ou conditions d'exécution du marché public.

Les modalités de la négociation sont les suivantes :

- Une convocation via le profil acheteur sera transmise le cas échéant aux soumissionnaires, en précisant les dates, heures et modalités de ces échanges ;
- Les négociations prendront la forme de séances physiques ou visio-conférence et/ou d'échanges écrits (y compris par courrier électronique par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation).

Après les négociations, les soumissionnaires seront invités à remettre une offre finale dont les délais et modes de transmission seront alors indiqués. L'offre finale sera analysée selon les conditions et modalités prévues à l'article 6.2 du présent Règlement de Consultation.

3.7. Forme juridique en cas de groupement

En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Cependant, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

De plus, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures pour ce marché en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en qualité de membres de plusieurs groupements.

3.8. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte pas de conditions particulières d'exécution visées par l'article L.2112-2 du code de la commande publique. Par ailleurs, aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

3.9. Accès des candidats à la consultation

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique. Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner, il est exclu de la procédure.

Ne peuvent notamment pas candidater à un marché public :

- Les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'article 225-1 du code pénal. Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est à dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- Les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L.1146-1 du code du travail.

ARTICLE 4 – CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) – lot 1 ;
 - L'annexe n° 1 à l'AE : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre au lot 1 ;

- o L'annexe 2 à l'AE : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant) (à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
 - L'Acte d'Engagement (AE) – lot 2 ;
 - o L'annexe n° 1 à l'AE : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - o L'annexe 2 à l'AE : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant) (à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun aux deux lots ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, propre à chaque lot
- Lot 1 :*
- Annexe 1 Plan général du site
- Lot 2 :*
- Annexe 1 : Plan général du site
 - Annexe 2 : Caractéristiques des moyens d'élévation des bâtiments 18 et 24
 - Un extrait du règlement intérieur de l'Établissement public Cité de la céramique-Sèvres, relatif à l'accès au site et les règles générales de vie sur le site.
 - Le cadre de réponse technique
 - Le chantier fictif, sur lequel sera analysé le critère « Prix » pour le lot 2.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE.

Lors de leur étude, les candidats se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le DCE. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit à leur profit. Il appartient aux candidats de vérifier la composition du DCE. Aucune réclamation ou prorogation du délai de remise des plis ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

4.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le DCE est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique. Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du DCE, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis de marché via le site internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar),
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader),
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ...).

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Pour tout renseignement relatif au profil d'acheteur, les guides d'utilisation peuvent être téléchargés dans la rubrique « Aide ».

Pour tout problème d'utilisation de la plateforme (connexion, téléchargement, dépôt de plis...), le service de support peut être contacté par téléphone ou par mail aux coordonnées indiquées dans la rubrique « Aide », sous-rubrique « Assistance téléphonique » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

4.3. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard jusqu'au 17 septembre** des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

4.4 Renseignements complémentaires

Les candidats pourront poser des questions **au plus tard jusqu'au 10 septembre 2025, via PLACE**, sous la référence de la consultation en cause, à l'adresse suivante, rubrique « **poser une question** » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. **Aucune question que ce soit par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que PLACE ne sera prise en compte.** Une réponse est alors adressée, par écrit via le profil d'acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le DCE, **au plus tard jusqu'au 17 septembre 2025.**

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par PLACE, notamment *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Si la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

ARTICLE 5 – CONTENU DES PLIS

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

5.1. Pièces relatives à la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE.
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

1/ Le formulaire DC1, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants. En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

2/ Le formulaire DC2, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement soumet un formulaire DC2 séparément.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle* : Sans objet.
- *Capacité économique et financière* :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

- *Capacités techniques et professionnelles* :
 - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
 - Pour le lot 1 : les conservateurs-restaurateurs possèdent les qualifications requises pour procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France selon le décret n° 2016-112 du 3 février 2016 et répondant aux critères du Code du Patrimoine; le préventeur possède une formation de niveau Master 2 en conservation préventive du patrimoine de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne; les techniciens de conservation disposent d'un diplôme en entretien des collections du patrimoine.

- Pour le lot 2 : Les personnes en charge du déplacement des œuvres, des prises de dimensions, du conditionnement devront attester d'une expérience significative en chantier des collections et/ou en conditionnement/emballage d'objets culturels.

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

5.2. Pièces relatives à l'offre

Pour chaque lot, les candidats doivent produire les documents suivants :

- L'Acte **d'Engagement** (AE) dûment complété, et son annexe financière :
 - **Pour le lot 1**, l'annexe n° 1 à l'AE : **la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) dûment complétée,
 - **Pour le lot 2**, l'annexe n° 1 à l'AE : le **Bordereau des Prix Unitaires** (BPU) dûment complété,
 - L'annexe n°2 à l'AE : le ou les actes spéciaux de sous-traitance, dûment complétés, datés, et signés (le cas échéant).
- Le **cadre de réponse technique** dûment complété.
- Le certificat de visite, dûment complété et signé.

ARTICLE 6 – APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1. Appréciation des candidatures

L'appréciation des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique et approprié pour tous.

Cette phase de complément des candidatures, si elle a lieu, sera engagée par courrier électronique via le profil d'acheteur.

Les candidatures qui ne seront pas recevables ou qui ne présenteraient pas de capacités professionnelles et techniques et/ou de capacités économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises par le pouvoir adjudicateur.

6.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-9, R.2151-1, R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse présentant le meilleur rapport qualité-prix.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

Des précisions pourront être demandées aux candidats soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

Les critères pondérés de jugement des offres sont :

Critères et sous-critères		Pondération Sur 100 points
Critère 1 : Valeur technique de l'offre Analysé sur la base du cadre de réponse technique remis par les candidats		60/100 points
Sous-critère n° 1 : Mode opératoire : pertinence de la méthodologie générale d'intervention (point 1 du CRT)		25/60
Sous-critère n° 2 : Moyens humains :-équipe proposée affectée à la réalisation des prestations avec CV des intervenants (point 2 du CRT)		25/60
Sous-critère n° 3 : Capacité de coordination, organisation de la présence pendant le chantier et respect des délais (point 3 du CRT)		5/60
Sous-critère n° 4 : Moyens matériels utilisés assurant l'intégrité des œuvres pour l'ensemble des prestations définies dans les CCTP et dispositifs de protection individuelle (point 4 du CRT)		5/60
Critère 2 : Prix de l'offre Analysé sur la base de la DPGF remise par les candidats (lot 1) Analysé sur la base du DQE remis par les candidats (lot 2)		40/100 points

Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 1 :

Pour chacun des sous-critères de la valeur technique, le pouvoir adjudicateur attribue aux offres une selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Insatisfaisant	0% de la note

Méthode de notation utilisée pour la notion du critère 2 :

Lot 1 :

La formule de calcul appliquée au montant total TTC de la DPGF sera la suivante :

(Montant total TTC de l'offre moins-disante * 40) / Montant total TTC de l'offre à noter

- Le « montant total TTC de l'offre moins-disante » correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Le « montant total TTC de l'offre à noter » correspond au prix de l'offre à noter.

Lot 2 :

La formule de calcul appliquée au montant total TTC du DQE sera la suivante :

(Montant total TTC de l'offre moins-disante * 40) / Montant total TTC de l'offre à noter

- Le « montant total TTC de l'offre moins-disante » correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Le « montant total TTC de l'offre à noter » correspond au prix de l'offre à noter.

ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

7.1. Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, dans les meilleurs délais à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces suivantes (documents à fournir par chaque cotraitant/sous-traitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF www.urssaf.fr, ou autre) ;
- Les attestations de régularité fiscale et certificats fiscaux valables au 31 décembre de l'année N-1 ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

Signature de l'acte d'engagement :

Le marché ne pourra être notifié que si l'attributaire produit dans le délai imparti l'acte d'engagement en original daté et signé, ou avec une signature électronique valide avec certificat de sécurité.

7.2. Mise au point

Le pouvoir adjudicateur et l'attributaire peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

7.3. Signature électronique des documents

La signature électronique des offres n'est pas exigée lors de la remise de l'offre dans le cadre de cette consultation.

7.4. Notification de la décision

La notification aux candidats du rejet de leur offre se fera par transmission électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur. Les candidats doivent donc veiller à fournir une adresse mail valide lors du téléchargement du DCE.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les plis seront remis par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucun envoi par télécopie ou par courriel ne sera accepté.

Ils devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de consultation. Les plis parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenu.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png, et .html.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe, .com, .scr, etc.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ou les ActiveX, Applets, scripts, etc.
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

ARTICLE 9 – TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution du marché font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement du pouvoir adjudicateur. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données ayant pour finalité d'assurer la passation et le suivi du présent marché et de permettre au pouvoir adjudicateur de s'affranchir de leurs obligations légales en matière de durée d'utilité

administrative sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution du présent marché. Elles sont destinées exclusivement aux personnels du pouvoir adjudicateur et à ses éventuels prestataires.

Conformément à la loi n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données personnelles sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

Pour toute question pour l'exercice des droits, il convient d'écrire à :

Ministère de la culture
À l'attention du délégué à la protection des données (DPD)
182 rue Saint Honoré
75 033 PARIS CEDEX 01

Les droits sont de nature individuelle et ne peuvent par conséquent être exercés que par le titulaire des données. Pour satisfaire à cette obligation, les personnes, lors de leur demande, doivent justifier de leur identité en joignant une copie d'une pièce d'identité en cours de validité.

ARTICLE 10 – RECOURS ET INSTANCE

10.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

10.2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris.

5 rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél : 01.82.52.42.72
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

10.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue

publique. Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

***** FIN DU DOCUMENT *****